

## **KIRGHIZISTAN**

République kirghize

CAPITALE : Bichkek (ex- Frounzé)

SUPERFICIE : 198 500 km<sup>2</sup>

POPULATION : 4 595 000 habitants

CHEF DE L'ÉTAT : Askar Akaïev

CHEF DU GOUVERNEMENT : Joumabek Ibrahimov, remplacé par Amangueldi Mouraliev le 20 avril

LANGUE OFFICIELLE : kirghize

PEINE DE MORT : maintenue, mais un moratoire sur les exécutions est en vigueur depuis 1998

## **KIRGHIZISTAN**

**De très nombreux membres de la communauté ouzbèke du Kirghizistan, soupçonnés de soutenir l'opposition islamique interdite de l'Ouzbékistan voisin, auraient été placés en détention par des responsables de l'application des lois kirghizes et ouzbèkes, à la suite de plusieurs attentats à la bombe commis en février à Tachkent, la capitale ouzbèke. Quelques personnes ont été renvoyées de force en Ouzbékistan. La répression exercée par les autorités kirghizes contre les partisans supposés des partis de l'opposition islamique interdite s'est intensifiée, après que des groupes armés revendiquant leur appartenance à l'opposition islamique interdite d'Ouzbékistan furent passés, au mois d'août, en territoire kirghize, en prenant des otages. Des peines de mort étaient toujours prononcées par les tribunaux, mais le moratoire sur les exécutions restait en vigueur.**

### **Contexte**

Une série d'attentats à la bombe commis en février 1999 en Ouzbékistan a été attribuée à des groupes islamistes violents formés à l'étranger et décidés à mettre en place un État islamique. Ces attentats ont déclenché une vague d'arrestations en Ouzbékistan. Craignant que l'extrémisme religieux ne fasse tache d'huile, le Kirghizistan s'en est pris aux groupes islamiques dits « *extrémistes* », notamment dans les régions du Sud, aux frontières de l'Ouzbékistan, où vit une importante communauté ouzbèke.

En août, le Kirghizistan s'est trouvé confronté à un regain de tension politique lorsque plusieurs centaines d'hommes armés affirmant appartenir à l'opposition islamique interdite d'Ouzbékistan sont passés en territoire kirghize. Ces hommes, qui venaient du Tadjikistan voisin et cherchaient apparemment à gagner l'Ouzbékistan, ont pris plusieurs otages, dont quatre ressortissants japonais, et ont annoncé qu'ils entraient en *djihad* (guerre sainte) contre l'Ouzbékistan. La situation militaire est restée au point mort pendant deux mois, puis les otages ont été libérés. Un otage aurait été tué par ses ravisseurs.

### **Arrestations et enlèvements pour raisons religieuses**

Des responsables ouzbeks de l'application des lois auraient fréquemment pénétré sur le territoire kirghize, pour y arrêter arbitrairement des ressortissants kirghizes appartenant à la communauté ouzbèke locale, accusés d'être liés aux partis de l'opposition islamique interdite d'Ouzbékistan. Des dizaines d'hommes appartenant à la communauté ouzbèke du Kirghizistan ont été emmenés en Ouzbékistan, où ils risquaient fort d'être victimes de violations de leurs droits fondamentaux. De nombreux hommes ont été arrêtés par les responsables de l'application des lois kirghizes, alors qu'ils distribuaient des tracts signés de divers partis islamiques interdits, en particulier du *Hizb-ut-Tahrir*. En septembre, à l'occasion de contrôles d'identité, les autorités kirghizes auraient rassemblé plusieurs centaines de ressortissants étrangers, en majorité d'origine asiatique ou turque, parmi lesquels 200 demandeurs d'asile, et les auraient internés dans des centres de détention provisoire.

✓ Au mois d'août, Ioudachbaï Toursounbaïev, membre de la communauté ouzbèke, imam de la mosquée de Bazar-Korgon à Jalal-Abad, dans la région méridionale d'Och, a été enlevé. Il aurait été interpellé dans la rue par deux hommes armés et en civil, alors qu'il quittait la mosquée après la prière du matin. Il aurait été contraint de monter à bord d'une voiture, qui aurait pris la route de la région d'Andijan, en Ouzbékistan. Ioudachbaï Toursounbaïev avait, semble-t-il, été interpellé à plusieurs reprises par des représentants ouzbeks de l'application des lois, qui l'avaient arrêté en territoire kirghize dans les semaines qui avaient suivi les attentats du mois de février à Tachkent.

### **Harcèlement de défenseurs des droits humains**

et la coopération en Europe (OSCE), le Comité kirghize pour les droits humains a finalement vu son agrément renouvelé en août.

### **Limitation de la liberté de la presse**

En dépit d'un amendement de la Constitution garantissant la liberté de la presse, les médias indépendants continuaient d'être harcelés par les autorités kirghizes, qui n'hésitaient pas, notamment, à les poursuivre en diffamation pour fraude fiscale ou pour diverses autres infractions administratives.

✓ Au mois d'août, la police du fisc a investi les bureaux du plus grand quotidien indépendant, *Vetcherni Bichkek*, apparemment sans mandat. Elle a menacé d'arrêter le rédacteur en chef, Alexandre Kim, qu'elle accusait de fraude fiscale. Cette action a été interprétée comme une tentative du gouvernement pour faire taire toute critique à l'approche des élections. Le journal avait peu auparavant publié plusieurs interviews de personnalités politiques de l'opposition.

### **Peine de mort**

Selon une source non gouvernementale, 20 personnes ont été condamnées à la peine capitale en 1999. À la fin de l'année, deux de ces condamnés avaient vu leurs recours en grâce rejetés ; en ce qui concernait les 18 autres cas, on était toujours en attente d'une décision. Selon certaines informations, environ 60 détenus se trouvaient sous le coup d'une sentence capitale à la fin de 1999. Le moratoire sur les exécutions instauré en 1998 était toujours en vigueur.